

→ **Conférence de presse**

« **Les entrepreneurs
s'opposent à l'initiative
des Jeunes socialistes** »

1er septembre 2025



sgv  usam



Communiqué de presse

1er septembre 2025

L'initiative des Jeunes socialistes détruit l'esprit d'entreprise

Les entrepreneurs sont unanimes : l'initiative des Jeunes socialistes pour un impôt sur les successions représente un danger considérable pour l'ensemble de la place économique et pour les entreprises, qu'elles soient concernées directement ou non. L'initiative provoquerait des ventes d'entreprises, des pertes de savoir-faire et d'importants manques à gagner fiscaux. Les mesures climatiques actuellement en place seraient remplacées par des mesures d'économie planifiée et l'innovation s'en trouverait freinée. Quatre entrepreneurs membres d'economiesuisse, de l'Union suisse des arts et métiers et de Swissmem ont expliqué à quel point l'initiative des Jeunes socialistes est dangereuse.

Alors que les Jeunes socialistes mettent une fois de plus la lutte des classes en scène, de nombreux responsables d'entreprises familiales voient dans l'initiative pour un nouvel impôt fédéral sur les successions une menace pour l'œuvre de leur vie et celle des générations précédentes. En effet, l'initiative des Jeunes socialistes n'autorise explicitement aucune exception à l'imposition massive de 50 % sur les successions de plus de 50 millions de francs, mettant ainsi en péril la pérennité d'entreprises familiales traditionnelles qui sont des employeurs importants dans leurs régions et investissent beaucoup dans l'innovation et la formation en Suisse.

C'est le cas de l'entreprise EMCH Aufzüge AG à Berne, vieille de près de 150 ans, qui est directement concernée et où s'est tenue la conférence de presse. Depuis 23 ans, elle est dirigée et développée en continu par Bernhard Emch et son frère Hansjürg. La transmission à la prochaine génération doit être préparée à long terme. Cela deviendrait impossible si l'initiative des Jeunes socialistes était acceptée : « Nous sommes une entreprise industrielle avec de grands ateliers et un parc de machines spécialisées. Notre fortune réside dans les brevets et dans l'entreprise, et non sur un compte bancaire », prévient le directeur **Bernhard Emch**. Les actifs de l'entreprise n'étant pas liquides, et comme il serait illusoire d'obtenir facilement des crédits pour payer l'impôt, la seule solution consisterait à vendre des parts de l'entreprise, voire la société toute entière. Une vente à l'étranger serait probable. Dans de nombreux cas, les bénéficiaires de ce démantèlement seraient des investisseurs financiers étrangers qui n'ont aucun lien avec le personnel, le lieu de travail et la tradition.

Isabelle Harsch, PDG de Henri Harsch HH SA, sait quel tour de force représente une transmission au sein de la famille, qui pour réussir nécessite un énorme investissement en travail et en planification financière. Elle a repris l'entreprise de transport de son père en 2015 et manifesté sa volonté de renouveau dans le nom de l'entreprise, qui s'appelle désormais Harsch – The Art of Moving Forward. Or, c'est précisément cette avancée qui serait rendue impossible par l'initiative des Jeunes socialistes. Car l'innovation et le progrès nécessitent des moyens financiers. « Si l'on pousse les entreprises à la ruine financière lors de leur transmission à la génération suivante, on les prive de moyens dont elles auront besoin pour assurer leur pérennité, en investissant notamment dans leur outil de production, dans leur infrastructure et dans leur savoir-faire », constate l'entrepreneuse.



sgv  *usam*



Marco Sieber, copropriétaire et président du conseil d'administration de SIGA, est convaincu que l'initiative des Jeunes socialistes serait un autogoal, et pas seulement pour les entreprises directement touchées. De nombreuses entreprises orientées vers l'exportation, comme la sienne, sont déjà durement touchées par les droits de douane américains. « Un affaiblissement supplémentaire des conditions d'implantation par l'initiative des Jeunes socialistes serait également néfaste pour de nombreuses PME. En effet, si les entreprises concernées sont vendues ou délocalisées, la Suisse perdra des commandes et des recettes fiscales. Les PME en subiront directement les conséquences. « Une augmentation des impôts due à la perte de recettes et des réglementations absurdes résultant de la restructuration globale de l'économie seraient les conséquences inévitables », conclut M. Sieber.

Enfin, l'initiative abuse de la politique climatique comme prétexte pour mettre en œuvre une transformation radicale de l'économie. Ce qu'elle oublie de mentionner, c'est que la Suisse mène déjà une politique climatique bien étayée et démocratiquement légitimée. Les entreprises suisses apportent elles-mêmes une contribution significative à la durabilité, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement. **Wim Ouboter**, PDG de Micro Mobility Systems, a investi des millions dans la mobilité respectueuse du climat au cours des dernières décennies, de sa propre initiative et par conviction. Toujours à ses propres risques et sans aide de l'État. Si un impôt sur les successions était dû lors de la transmission de l'entreprise à ses fils, l'argent nécessaire pour poursuivre les innovations et les visions ferait définitivement défaut. Il est convaincu que cela n'aidera pas le climat : « Une politique climatique imposée par l'État saperait tous les efforts des entreprises sans apporter d'améliorations concrètes pour la protection du climat. »

Pour toute question :

Bernhard Emch: b.emch@emch.com

Isabelle Harsch: isabelle.harsch@harsch.ch

Marco Sieber: marco.sieber@siga.swiss

Wim Ouboter: Wim.Ouboter@micro.ms

Medienkonferenz "Unternehmerinnen und Unternehmen gegen die Juso-Initiative"

1. September 2025

Es gilt das gesprochene Wort

Sprechnotiz

Referent: Bernhard Emch, Geschäftsleiter EMCH Aufzüge AG, Bern

Die Juso verwechselt vermögend mit reich

Als Unternehmer und Eigentümer einer Firma ist man es sich gewohnt, jedes Jahr eine Vermögenssteuer zu bezahlen. Man versteuert also den Wert einer Firma, welche man zwar auf dem Papier besitzt, sich davon aber nichts kaufen kann. Denn der Wert ist im Unternehmen gebunden – zum Beispiel im Markenwert, den Immobilien, Patenten, Serviceverträgen und Maschinen - und nicht auf unserem Bankkonto als Geldwert vorhanden. Oder anders gesagt: Dank dem Firmenbesitz gelten Unternehmerinnen und Unternehmer zwar als vermögend, sind aber nicht zwingend reich. Denn erst wenn eine Firma verkauft wird, fließt Kapital, mit welchem man sich etwas leisten kann.

In unserem Falle ist praktisch unser ganzes Vermögen, das unsere Familien mit Vor- und Weitsicht über 4 Generationen und 145 Jahre aufgebaut haben, in unserem Unternehmen gebunden. Von Generation zu Generation wurden dabei unternehmerische Werte weitervermittelt: Bescheidenheit, Stolz auf unsere Produkte und deren Weiterentwicklung, Achtung vor unseren Mitarbeitenden, Freude an Verantwortung.

Wir teilen einen grossen Teil unseres jährlichen Gewinns mit unseren Mitarbeitenden. Den Rest investieren wir in die Zukunft und Weiterentwicklung des Unternehmens, in Technologien und neue Arbeitsplätze. Gerade ist ein Ausbau unseres Standorts in Bern geplant. Für uns selbst nehmen wir nur so viel Geld aus dem Unternehmen, wie wir für unseren Alltag und zum Bezahlen der Vermögenssteuer brauchen. Diese Werte wurden uns von unseren Eltern vermittelt, und wir geben sie auch an unsere Kinder weiter. So ist jede Generation bestrebt, das Unternehmen im bestmöglichen Zustand an die nächste Generation weiterzugeben. Denn darauf sind wir stolz.

Bei der Annahme der Initiative wäre diese fast 150-jährige Tradition zu Ende. Unsere Nachkommen könnten die Erbschaftssteuer nicht bezahlen, ohne das Unternehmen zu verkaufen. Denn wie erwähnt, ist fast unser ganzes Vermögen im Unternehmen gebunden. Um die Erbschaftssteuer bezahlen zu können, braucht es aber Liquidität, bzw. Geld. Und zu diesem kommt man erst, wenn man den Wert des Unternehmens durch einen Verkauf zu Geld macht. Dann wären unsere Kinder – paradoxerweise – trotz der Erbschaftssteuer reich.

Aber lieber wären sie Unternehmer*innen!

Ein Verkauf des Unternehmens führt zwangsmässig zu Stellenabbau und zum Verlust eines Bausteins im regionalen Ökosystem

Wir sind fest in der Region verankert – und engagieren uns auch in dieser, in dem wir zum Beispiel Lehrlinge ausbilden, Arbeitsintegration fördern oder diverse Vereine und Organisationen sponsern. Auch kommen viele Lieferanten aus der Region.

Ein Wegzug bei einer Annahme der Initiative kommt für uns nicht in Frage. Auch besteht keine Absicht, unsere Produktion ins Ausland zu verlagern. Die logische Konsequenz wäre, dass wir das Unternehmen nach Annahme der Initiative an einen globalen Konkurrenten verkaufen müssten. Die Erfahrung von Firmenverkäufen in der Branche zeigt, dass dabei wohl rund 200 der 250 Arbeitsplätze verschwinden würden.

Wir gehören zu den letzten Aufzugsunternehmen, die noch in der Schweiz produzieren. Keiner unserer globalen Konkurrenten produziert hier. Nach einer Übernahme würde der Käufer als Erstes die Produktion in Bern schliessen und in seine Produktionsstätten im Ausland integrieren. Das geschah mit allen Familienunternehmen in der Aufzugsbranche, die keine internen Nachfolger hatten. Keines dieser Unternehmen existiert heute noch.

Die Krux der Unternehmensbewertung

Zum Schluss noch etwas zum Wert unseres Unternehmens oder der mutmasslich betroffenen Unternehmen. Wie soll man wissen, was ein Unternehmen wert ist? Es gibt viele Methoden. Die Steuerbehörden verlassen sich bei der Ermittlung der Vermögenssteuer sehr stark auf die Gewinne der letzten zwei Jahre und multiplizieren diese in die Zukunft. Aber es gibt gute und schlechte Zeiten. Die Unternehmensbewertung schwankt deshalb um einen Faktor 2-3.

Nach dieser Logik müssten wir jetzt eigentlich ein paar Jahre schlecht wirtschaften und die Gewinne minimieren und hierfür Arbeitsplätze abbauen. Damit könnten wir unter Umständen die Unternehmensbewertung unter den Freibetrag der Initiative senken – und schliesslich die Firma möglichst rasch an die nächste Generation vererben. Ein Szenario, welches nur Verlierer kennt – und nicht dem Unternehmergeist entspricht. Die Erbschaftssteuer fördert also nicht das Unternehmertum, sondern bremst dieses – und damit auch eine nachhaltige Wirtschaft!

Hansjürg & Bernhard Emch / 1.9.2025

Conférence de presse « Les entrepreneurs s'opposent à l'initiative des Jeunes socialistes »
1er septembre 2025

Seul le discours prononcé fait foi

Note vocale

Conférencière : Isabelle Harsch, CEO de Henri Harsch HH SA

Madame, Monsieur,

C'est en tant qu'entrepreneuse à la tête d'une entreprise familiale active dans les déménagements et les transports internationaux que je participe à cette conférence aujourd'hui. Je mettrai l'accent sur les points suivants dans mon exposé : la complexité inhérente à la transmission d'une entreprise familiale, les conséquences potentielles sur les entreprises qui pourraient penser qu'elles ne sont pas touchées, et la situation économique actuelle, en Suisse et dans mon canton.

En ce qui concerne mon parcours, j'ai repris l'entreprise familiale des mains de mon père en 2015 à l'âge de 28 ans. J'avais déjà passé 4 ans à en comprendre les rouages avec l'intention de reprendre le flambeau et permettre à l'entreprise de passer en mains de la 3^{ème} génération.

C'était une période et complexe, et un défi pour la jeune femme que j'étais alors. Mes intentions étaient claires : ayant été si proche durant des années de l'entreprise, j'avais à cœur de contribuer à la pérenniser et à la développer encore. Je ne pensais ni devenir « riche » ni « puissante », mais poursuivre une sorte de mission, dans laquelle je ne perdais pas de vue la nécessité d'offrir aux employés un avenir sûr.

La volonté d'aller de l'avant a été inscrite dans le nom de l'entreprise, dont la devise est « The Art of Moving Forward ». C'est précisément cette volonté d'aller de l'avant qui serait compromise par l'initiative des Jeunes socialistes. L'innovation et le progrès nécessitent des moyens financiers. En poussant les entreprises dans un gouffre financier lors de la transmission à la génération suivante, on met en péril l'économie et tout progrès.

Alors, et bien que je ne sois pas concernée directement par l'initiative de la Jeunesse socialiste, il m'est facile d'imaginer à quel point ce texte inquiète des entrepreneurs de sociétés familiales qui sont simplement plus grandes que la mienne. C'est la seule différence. Pour le reste, tous les responsables d'entreprises familiales ont à cœur de pérenniser leur firme et ses emplois.

Un impact sur l'ensemble de l'économie et sur les collectivités

L'initiative des Jeunes socialistes aurait aussi des conséquences bien au-delà des quelque 2500 contribuables concernés en Suisse. Nous savons quel risque financier elle fait peser pour les collectivités publiques, le Conseil fédéral l'a mis en évidence dans son message. Tous les cantons sont concernés, mais mon canton l'est particulièrement : Genève compte en effet beaucoup de contribuables, entrepreneurs ou non, qui seraient touchés.

Une acceptation de l'initiative aurait pour effet de chasser hors de notre pays – et donc de Genève – des contribuables fortunés et des entrepreneurs. Les conséquences affecteraient les entreprises actives dans les services, ainsi que les métiers de la construction par exemple. Potentiellement, les PME et les autres contribuables seraient appelés à combler le manque à gagner fiscal.

Par ailleurs, cette initiative mérite d'être combattue d'autant plus vigoureusement que notre situation économique globale est suspendue aux décisions erratiques des Etats-Unis en matière de droits de douane. La politique de Donald Trump a déjà des impacts négatifs en Suisse sur les entreprises, la recherche et l'emploi. L'initiative est un danger supplémentaire pour le fonctionnement de notre économie. Elle est non seulement malvenue, quelle que soit la conjoncture, mais encore plus dangereuse dans cette période déjà marquée par de terribles incertitudes.

Medienkonferenz "Unternehmerinnen und Unternehmen gegen die Juso-Initiative"

1. September 2025

Es gilt das gesprochene Wort

Sprechnotiz

Referent: Marco Sieber, Mitinhaber SIGA AG, Ruswil

Firma SIGA

- Ein klassisches Familienunternehmen, das ich mit meinem Bruder in der zweiten Generation aufgebaut habe. Wir entwickeln Spezial-Klebeebänder, Fassaden- und Dachmembranen zur Gebäudeabdichtung. Der Exportanteil liegt bei 80%. In unserem Sektor sind wir Marktführer.
- Wir sind in der Planung der Übergabe des Unternehmens in die Hände der dritten Generation. Wir wären von der Juso-Initiative direkt betroffen.
- Unsere Kunden sind vorwiegend Holzbauer, Dachdecker, Schreiner, Fensterbauer. Also KMU-Familienunternehmen zwischen 10-250 Mitarbeiter. Kurioserweise alles Branchen, die zur CO2-Reduktion beitragen, was ja die Grundidee der Juso-Initiative ist.

Die KMU sind in der Schweiz stark unter Druck

- Einerseits durch die zunehmende Bürokratie. Der Bund und das Parlament wollen das jetzt zwar angehen, aber da fehlt mir etwas der Glauben.
- Zum Beispiel die Übernahme der «Nachhaltigkeitsberichterstattung» von der EU, was der Bund gerade prüft, passt überhaupt nicht ins Bild. Das ist ein klassischer EU-Papiertiger und würde die KMU als Zulieferer schwer belasten. Es sind die KMU, die diese Informationen erarbeiten müssen. Es gäbe noch mehr solcher Beispiele.
- Die KMU sind auch die Haupt-Geschädigten durch die US-Zölle. Sie exportieren entweder selbst oder sind Zulieferer. Ihr Umsatzvolumen ist zu klein für eine eigene US-Produktionsstätte. Dazu dauert es mindestens 3 Jahre ab Go-Entscheid, bis eine lokale Produktion funktionsfähig wäre.

Die Juso-Initiative ist existenzbedrohend für Familienbetriebe

«Es gibt wohl keine schnellere Möglichkeit, KMU, die vorwiegend Familienunternehmen sind, nachhaltig zu schädigen als mit dieser Initiative der Jungsozialisten.»

- Die Juso vergisst: Unser Wohlstand wurde aus den KMU heraus erarbeitet, wie der Metallarbeiter, der es mit Implantaten oder Pumpen zum Weltmarktführer geschafft hat.

- Familienunternehmen bilden in jeder Generation Vermögen und geben diese mit dem Unternehmen der nächsten Generation weiter. Die Vermögensbildung, vor allem privat, ist eine unabdingbare Voraussetzung zur Sicherung des Unternehmens. Familienunternehmen sind sehr stark eigenkapitalisiert. Die Familie ist mit ihrem Privatvermögen in Krisen die wichtigste Bank.
- Gerade KMU sind oft Investoren von Immobilien in ihren Gemeinden. Die Juso-Initiative würde wichtiges Kapital den Regionen entziehen.
- Gute Beispiele sind kapitalintensive Holzbaubetriebe mit über 100 Mitarbeiter. Sie bauen ganze Quartiere und Hochhäuser. Sie fallen mit ihrem geschäftlichen und privaten Vermögen oft unter diese Initiative.
- Die KMU-Besitzer verbringen ihre Zeit nicht im Jetset, sondern meist in der Firma. Die Vermögenswerte sind auf dem Papier da, aber es sind keine flüssigen Mittel. Bei einem grossen Mittelständler kann das gebundene Kapital im Unternehmen und privat schnell 80 Millionen oder mehr betragen. Alles über 50 Mio. Vermögen müsste mit 50% versteuert werden. Das wären 15 Millionen, die man aufbringen muss, um sein Unternehmen weiter in der Familie zu halten. Das ist existenzbedrohend. Das Unternehmen müsste wohl verkauft werden.
- Es ist für das langfristige Überleben dieser KMU entscheidend, dass die nachfolgende Generation nicht nur die Pflichten und Risiken des Unternehmens übernimmt, sondern auch die Vermögenswerte.
- **Fazit:** Die Juso-Initiative...
 - entzieht das Fundament von vielen Familienunternehmen: Schwächung oder Verkauf können die Konsequenz sein.
 - bringt Verlust lokaler Investoren.
 - entzieht den Regionen Steuersubstrat. Allfällige Steuererhöhungen zum Ausgleich dieser Ausfälle blieben auch an den KMU hängen. Auch der Leistungsausbau aufgrund der fehlenden Steuereinnahmen ginge zulasten der KMU.
 - Der von der Juso geforderte Gesamtumbau der Wirtschaft würde zu deutlich mehr Regulierung für die KMU führen, obwohl die Unternehmen ihren Beitrag zu Klimamassnahmen längst erfolgreich leisten.
 - ist abschreckend für neue Investoren und grosse Steuerzahler.

Die Juso-Initiative gefährdet die KMU, das Fundament unserer Wirtschaft und behindert erfolgreiches Unternehmertum. Die Annahme dieser Initiative würde wohl den Generationenwechsel meiner Firma verhindern.

Was kommt wohl als nächstes auf uns zu? Greift die Juso bald auch die kleinen KMU direkt an?

Medienkonferenz "Unternehmerinnen und Unternehmen gegen die Juso-Initiative"

1. September 2025

Es gilt das gesprochene Wort

Sprechnotiz

Referent: Wim Ouboter, Inhaber Micro Mobility Systems, Zürich

Die Unternehmen setzen Klimamassnahmen erfolgreich aus Eigenantrieb um

- Unsere Firma ist ein gutes Beispiel, warum eine so unüberlegte Initiative wie jene der Juso nicht zielführend ist. Seit 28 Jahren investiert Micro in nachhaltige Mobilität und hat das immer selbst finanziert - ohne Fördergelder. Seit 10 Jahren habe ich mit meinen zwei Söhnen Merlin (29) und Oliver (31) das Projekt Microlino entwickelt, um für die nächste Generation ein spannendes neues Projekt zu entwickeln. In den vergangenen 7 Jahren haben wir auf eine Dividende verzichtet und über 50 Millionen Franken in unser Microlino-Projekt investiert. Meine Söhne haben in dieser Zeit hart gearbeitet und das neue Projekt mit viel Herzblut und unzähligen Überstunden zur Marktreife gebracht. Ein Gewinn aus diesem Projekt ist noch lange nicht in Sicht. Die nächste Generation wird aber die Früchte dieser Vision noch ernten können, sofern wir nicht so eine Initiative wie jene der Juso annehmen.
- Gerade bei der CO2 Reduktion hat Micro in den vergangenen Jahren weltweit viel bewirken können. Dies ging ohne staatliche Hilfe oder Subventionen. Kleine Firmen sind dabei viel effizienter als ein grosses Gebilde, das womöglich noch von Beamten gemanagt wird. Beispiele gibt es genügend, bei denen Projekte am Ende gescheitert sind und nur hohe Kosten verursacht haben.
- Familienfirmen und KMU sind das Rückgrat der Schweizer Wirtschaft. Eines der immer grösseren Probleme wird in den nächsten Jahren die Nachfolgeregelung betreffen. Mit so einer Initiative wird das nur noch zusätzlich schwieriger gemacht. Es braucht Planungssicherheit und keine Willkür. Auch bei der Bewertung von Firmen. Micro und Microlino möchten weiterhin in der Schweiz bleiben, wenn die Rahmenbedingungen für KMU stimmen und es keine Nachfolgerstrafe gibt.
- Unser Hauptproblem ist die schleppende Anpassung von Gesetzen bei Innovationen. Ein gutes Beispiel ist der Microlino, der 60 % weniger CO2 verursacht als ein durchschnittliches Elektroauto. Vom Vergleich mit einem SUV Hybrid ganz zu schweigen. Da wir gemäss BFE nicht als Personenwagen gelten, bekommen wir auch keine CO2 Gutschriften oder Anrechnungen. So werden weiterhin die teuren, schweren Elektrofahrzeuge gefördert, nicht aber ein kleines Personenauto wie der Microlino. Hier müsste die Juso aus meiner Sicht den

Hebel ansetzen, wenn sie wirklich etwas für das Klima tun wollten. Aber da gibt es weniger Medienecho als bei so einer undurchdachten Initiative.

- Unsere Firma und wir als Familie wurden in den vergangenen Jahren schon öfter ausgezeichnet für unsere Leistung und meine Söhne wurden gar bei Forbes in die Liste 30 under 30 genommen. Sustainable Switzerland hat mich bei der NZZ als Visionär nominiert. Wir brauchen motivierte Personen und Firmen und keine staatlichen Regulierungen, die viel Geld verschlingen und wenig umsetzen. Beispiele aus der Vergangenheit gibt es genügend.

Portraits d'entreprises

Conférence de presse « Entrepreneurs contre l'initiative des Jeunes socialistes »

EMCH Aufzüge AG

Fondée en 1880 à Berne, la société EMCH Aufzüge AG s'est développée au fil des décennies pour un spécialiste des ascenseurs haut de gamme sur mesure. L'entreprise familiale conçoit et fabrique des dispositifs de levage et des ascenseurs, allant des ascenseurs pour personnes et marchandises aux ascenseurs en verre et ascenseurs spéciaux. L'entreprise emploie actuellement plus de 240 personnes. EMCH a construit le premier ascenseur en verre transparent de Suisse en 1980, suivi en 1988 du premier ascenseur en verre rond d'Europe à Zurich, puis en 1990 du premier ascenseur en verre rond rotatif d'Europe à Francfort. Après plus de 145 ans d'histoire, EMCH est aujourd'hui une entreprise familiale suisse active à l'échelle internationale.

Micro Mobility Systems

Micro Mobility Systems AG a été fondée en 1996 par Wim Ouboter à Küsnacht (ZH). L'entreprise est rapidement devenue un fournisseur mondialement connu de trottinettes et de kickboards. L'entreprise familiale emploie environ 60 personnes en Suisse, 80 en Italie et environ 200 dans le monde entier, qui sont responsables de la distribution dans 80 pays. Depuis 2013, l'entreprise est également active dans le domaine des scooters électriques. Micro a franchi une étape importante en 2016 avec le lancement de la Microlino, une petite voiture électrique au design rétro, qui a été mise en production en série à Turin en 2022. Au cours des dix dernières années, Micro a investi plus de 50 millions de francs provenant de ses propres bénéfices dans la mobilité durable, sans aide de l'État. Aujourd'hui, Micro Mobility Systems est active à l'international et propose des innovations pour les transports locaux grâce à de nombreux brevets et à une orientation claire vers la mobilité durable et compacte. La nouvelle génération travaille dans l'entreprise depuis bientôt 10 ans et a mené le projet Microlino à maturité commerciale en Europe.

Henri Harsch HH SA

La société Harsch est spécialisée dans le déménagement à Genève et en Suisse, le déménagement international et le transport et l'entreposage d'œuvres d'art. Créée en 1957 par Henri Harsch, grand-père de l'actuelle CEO, cette société a toujours tenu aux valeurs qui font d'elle une véritable entreprise familiale suisse : la qualité, la sécurité et la rigueur. De plus, au fil des années, la société a développé son savoir-faire pour se spécialiser dans le déménagement de bureaux ainsi que dans l'archivage. Aujourd'hui, Henri Harsch HH emploie environ 150 personnes. Elle est présente à Genève, Lausanne et dans la région de Zurich/Bâle.

SIGA AG

SIGA AG est une entreprise familiale suisse de deuxième génération fondée en 1966. Son activité principale se concentre sur le développement et la production de rubans adhésifs, d'adhésifs et de membranes d'étanchéité, avec un accent particulier sur les enveloppes de bâtiments écoénergétiques, étanches à l'air et au vent. Le siège social de l'entreprise est situé à Ruswil. L'entreprise dispose également d'un centre d'innovation et de production à Schachen, dans le canton de Lucerne. SIGA est active à l'international et emploie environ 430 à 600 personnes, dont environ la moitié en Suisse et l'autre moitié dans des sociétés de distribution internationales. SIGA accorde une grande importance à la durabilité, tant pour ses produits que pour ses sites de production.